



Rapport de résultats 2019

Programme d'Appui à l'Enseignement
Technique et à la Formation Professionnelle
dans la Tshopo (EDUT)

RDC1217911, RD Congo



Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1	FICHE D'INTERVENTION	6
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
1.1.1	<i>Pertinence</i>	8
1.1.2	<i>Efficacité</i>	8
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	10
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	10
1.1.5	<i>Conclusions</i>	12
3	SUIVI DES RESULTATS	14
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	14
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	14
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	15
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	17
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	20
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	20
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	21
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	22
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	22
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	23
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
4	SUIVI BUDGETAIRE	26
5	RISQUES ET PROBLEMES	27
5.1	RISQUES	28
5.2	PROBLEMES.....	30
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	31
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	31

6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	32
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	32
7	THEMES TRANSVERSAUX	33
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	33
7.2	GENRE.....	33
7.3	DIGITALISATION.....	34
7.4	EMPLOIS DECENTS	35
8	LEÇONS APPRISES.....	35
8.1	LES SUCCES	35
8.2	LES DEFIS	36
8.3	QUESTIONS D’APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	37
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	38
9	PILOTAGE	39
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L’INTERVENTION	39
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	40
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	41
9.4	RECOMMANDATIONS	41
10	ANNEXES	42
10.1	CRITERES DE QUALITE	42
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	47
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	47
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS	48
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	48
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	48

1 Acronymes

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APC	Approche Par Compétences
ATI	Assistant Technique International,
ATN	Assistant Technique National
BSF	Bibliothèques Sans Frontières
Cellule MP	Cellule Marchés Publics
CdR	Centre de Ressources
CdS	Convention de subsides
CIFOR	<i>Center for International Forestry Research</i>
COGES	Comité de Gestion des Etablissements
COPA	Comité des Parents d'élèves
COPEMECO	Coopérative des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises
CTA	Centre Technique de coopération Agricole et rurale
CTB	Ex-Agence belge de développement
DPO	Délégué à pied d'œuvre ou Personnel mis à disposition par le partenaire
EDUKOR	Programme d'appui à l'ETFP dans la Province du Kasai
EDUT	Programme d'appui à l'ETFP dans la Province de la Tshopo
EFE	Education, Formation, Emploi
Enabel	Agence belge de développement
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
EPST	Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FED	Fonds européen de développement
FORETS (projet)	Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo (projet FED)
IFCEPS	Institut de formation des cadres de l'enseignement primaire et secondaire
INPP	Institut national de préparation professionnelle
IPP	Inspecteur Principal Provincial
ISF	Ingénieurs Sans Frontières
ITA	Institut Technique Agricole
JPO	Journées Portes Ouvertes
MAS	Ministère des Affaires Sociales
M&E	Monitoring et évaluation
MEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MESU	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
METP	Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MFPMA	Ministère de la Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports

NA / ND	Non – applicable / Non déterminé
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONEM	Office National de l'Emploi
PEQPESU	Projet d'Education pour la Qualité et la Pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire
PIREDD-O	Programme Intégré REDD-Oriental
PLVS	Projet de Lutte contre les Violences Sexuelles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRECOB	Programme de renforcement des capacités organisationnelles par l'octroi de bourses
PRODAT	Projet de développement agricole dans la Tshopo
PRODET	Projet de désenclavement dans la Tshopo
PROVED	Directeur de la province éducationnelle
RDC	République démocratique du Congo
REDD	Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation
SECOPE(P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (provincial)
SMCL	Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
SMF	Salon des Métiers et de la Formation
TDR	Termes de Référence
TOC	Théorie du changement
UFE	Unité Formation - Emploi
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle dans la Tshopo- EDUT
Code de l'intervention	RDC 12 179 11
Localisation	Kisangani et Province de la Tshopo
Budget total	9.000.000 Euro
Institution partenaire	Ministère provincial de l'Education, Province de la Tshopo, République Démocratique du Congo
Date de début de la Convention spécifique	4 avril 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	1 décembre 2014
Date prévue de fin d'exécution	31/12/2020
Date de fin de la Convention spécifique	04/07/2021
Groupes cibles	Les institutions de formation ciblées dans la zone : leur direction, conseils de gestion, formateurs, comités des parents, comités d'élèves ; les représentants des communautés locales ; les employeurs potentiels de la zone retenue ; les ministères provinciaux ayant trait à l'ETFP et à l'insertion professionnelle ; les divisions provinciales des Ministères concernés : EPSP (PROVED, IPP, SECOPE), FPMA, MAS, MJS, METPS.
Impact¹	À Kisangani et dans la Province de la Tshopo, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes gens et jeunes filles de trouver ou créer un emploi durable.
Outcome	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats – RDC1217911

	technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Outputs	1. Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale), méso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.
	2. Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les Centres d'application et les établissements ETP affiliés.
Année couverte par le rapport	2019

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Pour le gouvernement congolais, le développement économique et social du pays passe nécessairement par la disponibilité d'une main d'œuvre nationale qualifiée, capable d'accompagner le développement du secteur tant formel qu'informel. De ce fait, la formation de techniciens compétents, en étroite adéquation avec les besoins réels de l'économie locale et nationale, est une des principales priorités d'intervention des ministères en charge de l'ETFP (« Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 »). Conformément aux objectifs de cette stratégie sectorielle, EDUT appuie le développement des filières prioritaires pour la province de la Tshopo (Agriculture, Bâtiments et Techniques industrielles) et contribue à l'atteinte des résultats escomptés. La logique d'intervention :

- 1) Amélioration de l'axe « Accès/Équité », grâce à une campagne de promotion/sensibilisation de l'ETFP, l'appui à la rétention des filles par l'octroi des bourses, la construction de nouveaux bâtiments techniques pour les cours pratiques et l'accès à l'informatique ;
- 2) Amélioration de l'axe « Qualité » de formation
- 3) Amélioration de la gouvernance en appuyant les services de gestion, de formation et de contrôle du système éducatif,
- 4) Accompagnement à l'insertion des jeunes lauréats

L'intervention est toujours alignée sur les priorités du gouvernement congolais et les besoins des bénéficiaires. La logique d'intervention est donc tout à fait pertinente.



Apprenants lors de cours pratiques à Marie Reine de la Paix



Les 4 médaillés de la Tshopo à la finale du Concours des métiers 2019 à Lubumbashi

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

En 2019, les acquis du Résultat 1 ont consolidés, principalement sur les aspects liés à la gestion scolaire et la concertation entre acteurs. Sinon, l'appui d'EDUT s'est surtout focalisé sur le Résultat 2 qui vise la formation et l'insertion.

Amélioration de la formation des apprenants

Les apprenants ont acquis de meilleures compétences professionnelles que par le passé, du fait de l'augmentation du temps consacré à la pratique (75%). En effet, plusieurs opportunités ont été offertes par EDUT pour améliorer la pratique par les apprenants des centres appuyés (AGR, JPO, JPA, stages, concours des métiers, champs d'application, formations pratiques des formateurs, etc.), à tel point que la Tshopo a remporté 4 médailles (Maçon, Tourneur, Mécanicien moto et Soudeur) sur les 7 métiers en compétition auxquels la province a participé, lors du Concours des métiers 2019 à Lubumbashi.

Accompagnement des jeunes à l'insertion

L'insertion a principalement porté sur l'auto-emploi en mécanique-moto et l'accompagnement des jeunes dans la recherche d'un emploi salarié par les UFE.

Toutefois, l'atteinte des objectifs d'insertion a été fortement entravée par le non-aboutissement des processus de contractualisation des conventions de subsides (CdS) envisagés avec divers partenaires (FEC, PIDR, HPP).

En 2020, différents ajustements doivent donc être effectués pour assurer la bonne fin et l'atteinte des résultats recherchés par le programme : recrutement d'un nouvel ATI Insertion, mise en œuvre effectives des CdS favorisant une nouvelle stratégie d'insertion et de partenariat axée sur l'emploi davantage de jeunes sortants.

Concentration des activités sur 10 centres au lieu de 21

En 2019, EDUT a adapté aussi ses stratégies dans l'optique de réaliser l'outcome, en recentrant ses activités sur 10 établissements au lieu de 21 comme par le passé (*Tableau 1*). Cette réorientation stratégique vise d'une part à éviter le saupoudrage et de l'autre à assurer une meilleure rationalisation des ressources et un meilleur accompagnement de proximité.

KISANGANI (Urbain)	Territoire d'Isangi (Rural)
1. C.S. Marie Reine de la Paix	6. C.S La Sagesse
2. CPS Makiso	7. ITA Bosembo
3. ITA Simisimi	8. ITA Yangambi
4. ITI Chololo	9. ITA Yanonge
5. LT Mapendano	10. ITP Mogoya

Tableau 1 : Liste des 10 centres prioritaires, appuyés par EDUT

Renforcement du dispositif d'accompagnement de proximité

Afin d'assurer un accompagnement rapproché et continu des établissements soutenus, des ressources humaines affectées par le partenaire dans les localités où se trouvent les écoles appuyées ont été recrutées en 2019. 7 collaborateurs délégués à pied d'œuvre (DPO) ont été affectés par le Ministère en charge de l'éducation et leurs contrats de service avec Enabel ont pris fin en décembre 2019.

Cette mise à disposition des Ressources Humaines du Ministère partenaire a facilité la collecte des données statistiques en provenance du terrain, la communication avec les partenaires (informations, expression des attentes et des besoins), la mise en œuvre et le suivi de proximité des activités dans les centres (AGR, JPO, champs d'application, jeunes insérés), la stimulation de la prise d'initiatives par les partenaires (comités EPSP, COPA, COGES, etc.).

Exécution des grands marchés publics pour favoriser l'accès et la qualité

Les grands marchés publics prévus ($\geq 25\ 000\text{€}$) sont réalisés (RDC1217911-14/Fournitures) ou en cours d'exécution (RDC1217911-15/Travaux/6 chantiers).



Travaux de construction en cours à l'ITP Mogoya (3 salles de classe et 2 ateliers/Menuiserie et Maçonnerie)



Travaux de construction en cours au LT Mapendano (1 atelier Couture, 1 salle informatique et 1 salle d'exposition-vente)

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Pour assurer une meilleure utilisation des ressources disponibles, EDUT a adopté les stratégies suivantes :

- Concentration sur 10 centres au lieu de 21 (moins de dispersion des ressources et du temps) ;
- Optimisation et mutualisation des RH : appui des ingénieurs de PRODET et de l'ATI Infrastructures d'EDUMOSU (valorisation des RH disponibles, à moindre coût).
- Synergies et complémentarités : avec PRODET (suivi des chantiers EDUT), PRODAT (gestion des AGR agricoles et champs d'application), PLVS et les autres interventions EFE des autres provinces (CdS avec BSF, SMF et Concours des métiers, suivi des chantiers par l'ATI Infrastructures d'EDUMOSU). Celles-ci ont permis de faire des économies (temps et argent) tout en améliorant la qualité des services rendus.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

Les **infrastructures en cours de construction et les équipements lourds** livrés aux centres, pourraient servir pour une longue période. De même, il est fort probable que le **personnel administratif et enseignant formé** mette les compétences acquises au profit du système ETFP de la province. Beaucoup d'espoir se fonde aussi sur **l'insertion groupée** (associations, ateliers de mécanique moto) des jeunes sortants. Des **AGR** comme les **ateliers de Coupe-couture** de l'Institut Nazareth (à Yanonge), du Complexe scolaire La Sagesse (à Isangi) et du LT Mapendano (à Kisangani) ainsi que les ateliers de menuiserie du Centre Saint-Laurent et de l'ITI Chololo continuent de fonctionner régulièrement. En effet, ces AGR ont pu créer un fonds de roulement grâce à la vente des produits issus des consommables livrés par

EDUT uniquement pour le premier cycle de production. Ces AGR présentent donc une forte probabilité de résilience et même d'amélioration dans le temps. En revanche, les porcheries et le poulailler ont présenté beaucoup plus de difficultés techniques (maladies, provendes de qualité) et de gestion. Pour l'élevage des porcs et des poules pondeuses, les mesures de biosécurité n'ont pas été scrupuleusement respectées, tout comme les traitements préventifs, les rations alimentaires et le rationnement, ainsi que la gestion financière de manière à réinjecter les recettes dans l'activité et renouveler les poules en fin de ponte (cas du poulailler). Ces élevages nécessitent donc un suivi-encadrement ou un coaching beaucoup plus rapproché et rigoureux.

La durabilité pourrait être améliorée à l'avenir à travers des mécanismes spécifiques comme la délégation de certaines actions à des ONG ou la FEC (Fédération des Entreprises du Congo) dans le cadre de Conventions de subsides (CdS). Ces dernières doivent prévoir des mécanismes de coaching beaucoup plus rapproché et rigoureux sur le plan de la gestion technico-économique des AGR. In fine, cette approche permettra petit à petit d'accentuer le caractère structurant et durable de certaines unités d'apprentissage et de production, les processus d'accompagnement vers l'insertion, l'appropriation et la pérennisation des actions par les acteurs locaux.

1.1.5 Conclusions

Bien que l'insertion professionnelle soit la finalité ultime du projet, EDUT a aussi contribué à l'amélioration de l'accès, de la qualité de l'offre de formation des centres appuyés ainsi qu'au développement des compétences professionnelles des apprenants.

- **Amélioration de l'offre de formation des centres appuyés**
 - Appui en infrastructures : démarrage en août 2019 des travaux de réhabilitation et de construction de bâtiments techniques (ateliers, salles informatiques, salles de classes, laboratoire, salles d'exposition-vente) pour 6 centres appuyés (498 518€);
 - Appui en équipements : Dotation en équipement et outils pour les options Mécanique, Menuiserie et Construction (410 462€) ;
 - Appui en matériel didactique : distribution de manuels, posters et planches didactiques sur l'agriculture et l'environnement ; diagnostic initial des besoins par BSF dans le cadre des bibliothèques virtuelles ; marché de fournitures de livres de référence de 4 options (agriculture, mécanique, menuiserie et électricité) en cours d'exécution ;
 - Campagne de promotion/sensibilisation sur l'importance de l'ETFP (réunions, émissions radiophoniques et télévisées)
 - Promotion du genre et augmentation des effectifs filles (bourses d'études, sensibilisation sur les grossesses et mariages précoces).
- **Développement des compétences professionnelles des apprenants**
 - Augmentation du temps consacré à la pratique (75%) avec la contribution des AGR équipées,
 - Participation au Concours des métiers (sélection au niveau provincial, avec 4 médailles sur les 7 métiers compétés au niveau national à Lubumbashi),
 - Formations techniques des formateurs,
 - Appui au jury pratique amélioré et aux journées portes ouvertes et
 - Appui aux stages, par le biais des UFE.
- **Accompagnement à l'insertion professionnelle des lauréats**
 - Auto-emploi en mécanique moto pour 7 jeunes dont 3 filles ;
 - Accompagnement des jeunes dans la recherche d'un emploi salarié par le biais des UFE ;
 - Promotion des métiers de l'ETFP (SMF, Concours des métiers, « Kisangani Fashion Week » en partenariat avec l'Alliance Française).

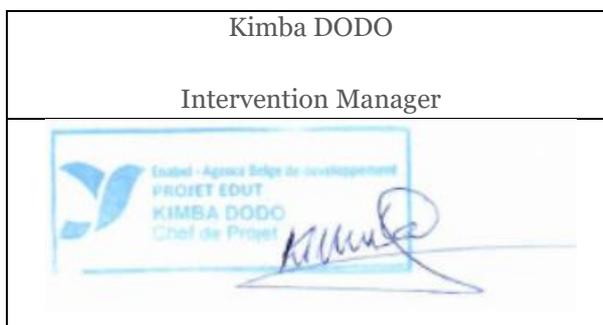


Exposition du LT Mapendano lors de « Kisangani Fashion Week » 2019



Exposition du CPS Makiso lors de « Kisangani Fashion Week » 2019

Au regard des progrès réalisés par EDUT en 2019 et les perspectives d'une stratégie d'insertion professionnelle structurée durant la période de transition 2020-2022, le projet est en bonne voie pour l'atteinte des objectifs de l'Outcome.



Apprenants en maçonnerie lors du Concours des métiers à Kisangani



Entretien de la plantation de cafiers à l'ITA Yanonge



Un candidat « tourneur » de la Tshopo, lors du Concours des métiers 2019 à Lubumbashi



Des apprenantes de l'ITI Chololo, lors des JPO 2019

3 Suivi des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Au niveau bilatéral, l'année 2019 a connu un réchauffement des relations entre la RDC et la Belgique, qui a favorisé la visibilité d'Enabel sur le terrain. Au niveau national, le contexte a été surtout marqué par l'entrée en vigueur de la gratuité de l'éducation de base (suppression des primes et minerval au primaire et des primes des enseignants du secondaire), à partir de la rentrée scolaire 2019-2020 (début septembre 2019). Cette gratuité se heurte pour le moment à certains défis importants (mécanisation des enseignants « nouvelles unités », paiement des salaires, nouvelles infrastructures scolaires, dotation des frais de fonctionnement aux écoles et services déconcentrés) et provoque des perturbations dans certaines écoles appuyées par EDUT comme l'ITP Mogoya avec l'option Construction.

La situation économique de la province de la Tshopo demeure toujours morose et est caractérisée par un secteur informel dominant (estimé à plus de 80%). Le franc congolais (FC) s'est déprécié passant de 1.600 à 1 700 FC pour 1\$ US.

Les infrastructures routières continuent leur dégradation rapide et saisonnière. Certaines missions de terrain EDUT sont reportées en raison d'inondations sur les routes ou des mauvais états des ponts.

La majeure partie de la ville de Kisangani connaît des coupures d'électricité et des délestages prolongés. Cette situation a un impact négatif sur l'activité économique en général, et sur la pratique professionnelle dans les écoles appuyées, les stages en entreprise ou chez les artisans, le fonctionnement de certaines unités de production et le travail des lauréats insérés professionnellement en particulier.

La succession de différentes formes institutionnelles et organisationnelles au niveau du ministère provincial (5^{ème} gouvernement provincial depuis le 1^{er} /01/2016), génère des conflits de compétences et un certain retard dans l'exécution des activités du projet (reports des réunions de SMCL). Le nouveau gouvernement provincial a été nommé le 27/06/2019 et le nouveau ministre de l'EPST a pris fonction le 09/07/2019.

L'ancrage institutionnel du programme EDUT au niveau provincial, est demeuré identique depuis le début de la période d'exécution du programme.

Bien que le projet soit géré en régie, il veille à associer les différents partenaires institutionnels (Ministère provincial de l'EPSP et ses services techniques déconcentrés) et les autres ministères dotés de compétences dans le domaine de l'ETFP (Affaires sociales, Genre, Plan, etc.), à la prise de décision et à la mise en œuvre des activités. Le Co-responsable national a continué à jouer son rôle d'interface entre le programme et les autorités provinciales. Une réorganisation technique a été décidée en date du 25/06/2019 et qui plaçait l'ATI insertion sous la supervision directe du Coordonnateur provincial. Par ailleurs, l'ATN, Expert pédagogue a fini sa mission le 27/06/2019 (pour cause de retraite) tandis que l'ATN Expert en infrastructures a démissionné le 02/07/2019. A contrario, une Experte en ICT pour Enabel Tshopo a pris fonction le 01/07/2019.

Enfin, la convention spécifique d'EDUT est prolongée jusqu'au 7 avril 2021, avec une mise en œuvre jusqu'au 31/12/2020.

3.1.2 Contexte de gestion

Le programme EDUT a été formulé dans le contexte de la province orientale, et la Tshopo n'était alors qu'un district. Au démarrage du projet en février 2015, le redécoupage administratif est effectif au niveau national, avec la création de 26 provinces (au lieu de 11), y compris celle de la Tshopo.

Le dispositif de Centre de Ressources et d'Espaces de Ressources, initialement prévu dans le DTF, a été abandonné en 2016 (cf. PV SMCL 01 du 09/05/2016) au profit d'une approche basée sur les Centres d'application provisoire (CDA) et les centres affiliés. Cette dernière a été aussi abandonnée en 2018 car non fonctionnelle et depuis lors, l'intervention se focalise sur 10 Centres appuyés au lieu de 21, afin d'atteindre de bons résultats tangibles et éviter du saupoudrage. Pour y parvenir, le projet a également renforcé son personnel en 2019, avec 7 DPO affectés à Kisangani (3 DPO) et dans le territoire d'Isangi (4 DPO).

Déjà, à partir de juillet 2017, EDUT a connu un nouvel élan avec l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie d'insertion professionnelle. Cette dynamique, maintenue en 2018, s'est renforcée en 2019, avec plus d'interaction avec le secteur privé, les interventions Enabel Tshopo (PRODAT, PRODET et le PLVS) et d'autres provinces.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

EDUT travaille en partenariat avec les acteurs du secteur tant public que privé sur la base de deux modalités : les marchés publics et les conventions de subsides.

Une convention de subsides commune avec d'autres intervention EFE en RDC a été conclue avec BSF. L'objectif est de déployer des bibliothèques numériques dans 4 établissements scolaires dans la province de la Tshopo. Ces outils permettront de renforcer l'accès et la qualité des formations techniques et professionnelles grâce aux contenus digitaux adaptés aux besoins en formation et en recherche d'emploi.

Dans le cadre de l'appui aux établissements, des lettres d'entente ont été signées avec 11 écoles pour la prise en charge des agents d'entretien de leurs AGR pour une période de 9 mois.

Hors Enabel, les partenaires internationaux œuvrant dans le secteur de l'ETFP dans la province de la Tshopo sont rares. Les perspectives de collaboration et de mutualisation des ressources avec CIFOR et PNUD sont en bonne voie et pourront s'élargir à de nouveaux projets de l'UNICEF, la Banque Mondiale, l'AFD et l'Alliance française.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

La mise en œuvre des AGR dans les établissements appuyés a été organisée en 5 étapes :

- L'élaboration des plans d'affaire ;
- La construction des infrastructures (ateliers, porcheries, poulailler) en chantier-écoles ;
- La fourniture en équipements et consommables (fonds de roulement) ;
- Le renforcement des capacités des chefs d'ateliers et gestionnaires des AGR ;
- L'appui et l'accompagnement technique au démarrage des AGR.

Vu le nombre élevé d'AGR (21), l'accompagnement technico-économique n'a pas été suffisant ou régulier, de sorte que certaines d'entre elles (en particulier les élevages) n'ont pas atteint les résultats escomptés. Les activités demandant moins de technicité ou de risques (couture, menuiserie) sont plus faciles à exécuter avec un encadrement lâche.

Le processus d'appui à l'insertion des jeunes vers l'auto-emploi a été modélisé en plusieurs phases avec les UFE :

- L'identification des opportunités d'auto-emploi des jeunes en milieu urbain et rural ;
- Sélection et renforcement des capacités des jeunes porteurs des projets ;
- Financements des projets des jeunes : constructions des ateliers, dotation en équipement et fonds de roulement ;
- Le suivi-accompagnement et l'évaluation des projets.

En général, les UFE n'ont pas été assez actifs dans l'insertion, notamment en termes de prises d'initiatives auprès des employeurs, la collecte des données et la production de rapports périodiques. Il faut donc mieux les encadrer afin qu'elles jouent leurs rôles.

Pour ce qui est de l'insertion en emploi salarié, des accords avec le secteur privé (les entreprises, les artisans) sont en préparation en vue d'accroître significativement le nombre de jeunes insérés. Le projet veille à la mise en place des synergies entre les secteurs public et privé (FEC-COPEMECO-ONEM-INPP) en vue d'augmenter les possibilités d'insertion des jeunes.



Une lauréate insérée en mécanique moto



Paiement de la bourse d'études dans un Centre appuyé



Construction en cours de 2 ateliers de « Menuiserie » et « Maçonnerie » à l'IITP Mogoya

3.2 Performance de l'outcome

Progrès des indicateurs²

Indicateurs Sectoriels Education Formation Emploi	EDUT		
	2015-2016	2019-2020	Taux
Année scolaire			
Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention	4 631	5 263	14%
Augmentation de l'effectif global de jeunes filles apprenantes	732	1 877	156%
Nombre d'apprenants accompagnés vers l'insertion professionnelle	0	105	
Nombre de bénéficiaires insérés all in	0	42	

Des indicateurs sectoriels ont été négociés et intégrés pour l'ensemble du portefeuille Education Formation Emploi en RDC.

Ils permettent de standardiser les Outcome tout en intégrant les mêmes priorités sur l'ensemble du portefeuille. Priorités centrées sur l'accompagnement vers l'insertion des bénéficiaires, l'accès à l'emploi de ceux-ci et l'augmentation des effectifs, en particulier pour ce qui concerne la part contributive des jeunes filles.

Outcome : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (ETP) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani – Yangambi – Isangi, dont plus d'un quart de filles réussissent une formation technique de qualité, pertinente, incluant des cours pratiques,					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible 2019	Cible finale
Nombre de finalistes (4° professionnel et 6° technique)	668	1.691	2.855	2.500	2.516
Proportion de filles parmi les inscrits chaque année dans les filières autres que couture (tous niveaux) - %	14	5	8,2	20	20
		31	35	40	40
Taux de réussite des apprenants (G/F) en fin de formation au Jury pratique - %	0	74	94	75	75
Proportion d'heures de pratique effectives dans le cursus de formation -	15	41	79.3	41	50
	10	11	70.2	18	20
Nombre d'Etablissements dans lesquelles au moins 1/3 des finalistes et pré-finalistes effectuent un stage d'un mois minimum.	4	17	10	10	10
Nombre de diplômés insérés dans un emploi durable et de qualité.	ND	35 (dont 23 filles)	42 (dont 26 filles)	50 (dont au moins 15 filles)	100 (dont au moins 30 filles)

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'accès à l'ETFP a été amélioré grâce aux actions suivantes :

- Sensibilisations sur la revalorisation de l'ETFP, l'organisation du concours des métiers, le renforcement des capacités techniques des enseignants, l'appui au jury pratique et visites inspecto-riales ont permis d'augmenter les effectifs des finalistes **(2855/2500)³**.

³ (Valeur atteinte/Valeur cible)
Rapport des résultats – RDC1217911

- Octroi des bourses d'études aux filles et la responsabilisation des points focaux genre des écoles pour l'encadrement des filles ont sensiblement contribué à l'augmentation de leur effectif. Désagregé selon le territoire, l'augmentation est beaucoup plus significative à Isangi (**35/40 %**) qu'à Kisangani (**8,2/20%**) parce que le dispositif bourses a commencé plus tôt à Isangi qu'à Kisangani.

La qualité de l'offre de formation a été améliorée :

La dotation des équipements pour les travaux pratiques dans les écoles, les renforcements de capacités techniques des formateurs et l'organisation des chantier-écoles ont permis d'augmenter la proportion des heures de pratique effective dans le cursus de formation des apprenants (79,3/41 au cycle court et 70,2/18 au cycle long). Ainsi leurs chances de réussite aux épreuves de « jury pratique » sont améliorées (**94/75 %**). Les différentes possibilités de réalisation des cours pratiques développent la confiance en soi aussi bien des apprenants que des formateurs et les incitent à prendre des initiatives propres comme les travaux de réhabilitation de leurs écoles sur ressources propres (cas de l'ITI Imbolo). Il faut aussi, à l'avenir, veiller à l'acquisition de « soft skills » (comme la confiance en soi) par les apprenants, au-delà donc des compétences techniques.

L'insertion professionnelle des jeunes s'est poursuivie :

La sensibilisation des Chefs d'établissement sur l'importance des stages, l'appui aux unités formation emploi et le partenariat avec le secteur privé ont favorisé la systématisation du stage de formation pour au moins 1/3 des finalistes dans les écoles (**10/10**).

Les résultats d'insertion affichent un score de 42 jeunes insérés en auto-emploi (dont 26 filles). La non-finalisation de la convention de subsides avec la FEC, du fait de la rédaction inachevée du dossier et le départ prématuré de l'ATI Insertion, n'a pas permis d'atteindre la valeur cible. En effet, la FEC devrait mettre en œuvre l'insertion des jeunes en emploi salarié et en auto-emploi dans la ville de Kisangani. Un processus plus inclusif (EDUT, PRODAT, Coordination Tshopo, ECT, FEC) et mieux structuré, est donc nécessaire pour relancer ce dossier au plus vite afin de chercher à rattraper le retard.



Des lauréates lors de cours pratiques à l'ITI Chololo



Manuels d'agriculture remis au Préfet de l'ITA Bosembo (collections Agromisa, Agrodok et CTA)

3.3 Performance de l'output 1

3.3.1 Progrès des indicateurs

Output N° 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale), méso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible 2019	Cible finale
Proportion d'établissements ETP appuyés qui disposent d'un Projet d'Etablissement 2016- 2020 <i>*(21 écoles appuyés au départ – recentrage sur 10 écoles depuis 2019)</i>	0	48	58	75	100
Nombre d'établissements disposant d'une Unité Formation Emploi (UFE) opérationnelle	0	21	10	10	10
Nombre cumulé de comptes rendus de réunions des plateformes de concertation provinciale ETFP	6	45	59	48	48
Nombre moyen de fiches de visites d'Inspecteur visibles dans chaque établissement	0	2/école	3/école	4/école	5/école
Nombre d'établissements qui obtiennent une note en gestion de l'établissement supérieure ou égale à 50%	0	21	10	10	10

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁵	En sérieux retard ⁶
A01-01 Organiser la concertation au niveau provincial afin d'assurer le pilotage et la mise en œuvre de la stratégie provinciale et locale	X			
A01-02 Renforcer et assurer un meilleur suivi du pilotage du secteur	X			
A01-03 Renforcer les capacités des acteurs participant au pilotage et gestion		X		



Bureau du Préfet de l'ITA Yangambi, avant



Bureau du Préfet de l'ITA Yangambi, après appui à l'archivage

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Pilotage et gouvernance des écoles

L'affectation des 7 Délégués à Pieds d'Œuvre (DPO) dans les écoles, le coaching en archivage et le renforcement des capacités des gestionnaires a permis aux Chefs d'établissement d'améliorer leur **note en gestion $\geq 50\%$ (10/10)**⁷.

Le changement de certains chefs d'établissements sans remise et reprise dans les écoles ou il n'y a qu'un seul administratif (le Chef d'établissement), le mauvais archivage des documents et la non-appropriation de l'outil projet d'établissement n'ont pas permis d'atteindre la valeur cible **(58/75)**.

⁵ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁶ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

⁷ (Valeur cible/Valeur atteinte)

Cadre de concertation avec le ministère partenaire

La concertation entre acteurs de l'ETFP a été facilitée (59/48) par :

- La signature par le ministère national de l'EPST de l'arrêté portant création, organisation et fonction des comités EPST au sein des établissements, des sous-divisions et directions provinciales de l'EPSP ;
- L'organisation des promo-scolaires annuelles et des réunions mensuelles avec le ministère provincial.

L'amélioration du cadre de concertation s'explique surtout par la mise en place et l'organisation spontanée de plusieurs réunions des comités EPSP dans la mesure où ces structures ont une base légale, contrairement aux plateformes de concertation mises en place par le projet (abandonnées en 2019 au profit des comités). Il faudrait donc à l'avenir capitaliser sur des structures légales existantes ou à mettre en place, au lieu d'en créer « hors sol ».

Le recrutement des nouveaux inspecteurs par le ministère et l'appui régulier des visites inspectoires par Enabel dans les écoles a permis d'augmenter le nombre moyen des fiches d'inspection dans les écoles et aux Chefs d'établissements et enseignants d'avoir un document de références reprenant les différentes observations des inspecteurs afin d'améliorer leur travail (3/4).

3.4 Performance de l'output 2

3.4.1 Progrès des indicateurs

Output N° 2 : Les apprenants sont bien formés et les sortants sont accompagnés pour leur insertion professionnelle					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
Taux d'exécution des travaux visant l'amélioration des infrastructures % (AGR)	0	40	100	100	100
Taux d'exécution des travaux visant l'amélioration des infrastructures % (Marché RDC1217911-15, Travaux 6 centres)	0	0	20 vs 50	100	100
Taux d'exécution des dotations en équipements - %	0	45	85	100	100
Nombre d'établissements appuyés disposant d'une AGR opérationnelle	0	15	10	10	10

Nombre d'enseignant(e)s formés à l'entrepreneuriat	0	66	66	66	63
Nombre d'apprenants bénéficiant d'un stage en entreprise	100	1426	1783	300	300
Nombre d'apprenants bénéficiant d'une mise en situation réelle de travail au sein d'une AGR ou d'un chantier-école	0	195	919	1.000	1.000
Nombre de lauréats diplômés bénéficiant d'un appui à l'insertion via l'Unité Formation Emploi	0	35	137	600	600
Nombre d'artisans ayant contribué à la formation des élèves lors des chantier-écoles et des formations techniques en insertion	0	13	47	15	20
Nombre d'enseignants ayant contribué à la formation des élèves lors des chantier-écoles et des formations techniques	0	13	20	15	20

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
A02-01 Établir et rendre fonctionnels les Centres d'application provisoires/CDA*				
A02-02 Appuyer les établissements ETFP affiliés afin qu'ils répondent aux exigences de qualité de gestion et d'organisation de formations pratiques *				
A02-03 Améliorer les formations des apprenants aux pratiques des métiers		X		
A02-04 Tester et améliorer les mécanismes d'insertion socio-économique des sortants			X	
A02-05 Chantiers-écoles		X		

AO2-06 Établir et rendre fonctionnels les 10 Centres ciblés			X	
---	--	--	---	--

**Les activités AO2-01 et AO2-02 sont gelées et remplacées par AO2-06, depuis janvier 2019.*



Visite à l'ITA Yanonge, lors des JPO 2019



Préparation du champ d'application de l'ITA Yangambi par les apprenants

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Renforcement des capacités techniques des formateurs :

La quasi-totalité des équipements achetés a été remise aux écoles sauf ceux doivent être remis après la fin des travaux de construction des ateliers de pratiques **(85/100%)**.

Plusieurs formations techniques au bénéfice des formateurs responsables des AGR et des jeunes porteurs des projets ont été organisées. Toutefois, pour que ces formations induisent véritablement l'acquisition de nouvelles compétences ou les changements escomptés, il faut un suivi régulier de celles-ci et un coaching rapproché des formateurs.

Insertion professionnelle :

Les AGR des établissements ont été équipées et contribuent aux travaux pratiques et offrent un cadre de stage aux apprenants. L'implication des chefs d'établissement et le partenariat établissements scolaires – secteur privé a permis l'organisation davantage des stages de formation en entreprise.

L'organisation des chantier-écoles dans les établissements scolaires et la participation des jeunes au concours des métiers ont facilité la mise en situation réelle d'un grand nombre de jeunes **(919/1000)** et améliorant ainsi leur employabilité.

La participation aux concours des métiers a été une opportunité de collaboration entre artisans et enseignants dans le cadre la préparation des compétiteurs (12 enseignants sur une prévision de 15 et le triple du nombre d'artisans) que prévus. Bien que les UFE n'ont pas été performantes dans l'accompagnement des lauréats à l'insertion **(137/600)** à cause surtout de la rareté des employeurs dans le milieu (emploi salarié) et les capacités limitées de déplacement des membres des UFE (moyens de déplacement et motivation), elles ont contribué à la mise en stage dans différentes structures d'accueil d'un nombre important d'apprenants **(1783/3000)**.

En effet, les attentes en matière de stages, ont été largement dépassées à la suite de :

- L'afflux des jeunes dans les filières techniques ;
- L'instauration du stage obligatoire pour passer en sixième année (cas ITI Chololo) ;
- L'information-sensibilisation sur l'importance des stages qui a incité les apprenants de la filière Coupe-couture à faire le stage bien qu'il ne soit pas obligatoire ;
- La vulgarisation de la convention des stages qui a atténué la réticence de certaines entreprises à accueillir des stagiaires.

Capacité d'accueil et accès à la formation pratique :

Les infrastructures (ateliers, laboratoires, bibliothèques, salles informatiques et classes) sont en train d'être mises en place. Au niveau des 6 chantiers, la qualité de réalisation des travaux est globalement satisfaisante en dépit des retards d'exécution que présentent certains chantiers, faute d'organisation des entreprises.



Construction de bâtiments techniques à l'ITA Bosembo, avec le concours des lauréats de l'ITI Imbolo (1 laboratoire, 6 classes, 2 bureaux)



Travaux en cours au CS La Sagesse (1 salle informatique, 3 ateliers Couture/Menuiserie/Maçonnerie, 1 local transformation alimentaire, 1 salle exposition vente)

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution annuelle est de 86% (dépenses de 1 953 688€ sur un budget de 2 280 000€), tandis que le taux de déboursement à la fin de l'année 2019 est de 75% (6 781 331€/9000 000€). On note donc une amélioration significative de ces taux par rapport aux années antérieures

Année	Taux d'exécution annuel (%)	Taux d'exécution cumulé (%)
2015	11	11
2016	43	22
2017	48	34
2018	73	48
2019	86	75

Evolution du taux d'exécution de 2015 à 2019

Le budget initial de 10 millions € a été amputé d'un million qui a été transféré vers le programme EDUKAT dans le haut Katanga (RDC1216911), afin de répondre aux besoins de consolidation des résultats de celui-ci. La décision a été prise à un moment où le taux de déboursement d'EDUT était très bas (environ 48%).

L'impact opérationnel du budget minoré d'un million €, reste limité car les grands investissements notamment en matière d'infrastructures (marché RDC 1217911-15) ont été revus à la baisse en 2018, passant de 1 M à environ 500 000€.

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin 2019
		Années précédentes	2019		
Total	9.000.000 €	2017, 2018 : 4.828.915,09 €	1.952.416,12 €	2.218.668,78 €	75%
Output 1	1.705.900 €	1.021.680,52 €	314.403,35 €	369.816,13 €	78%
Output 2	5.055.511 €	2.136.379,62 €	1.316.009,54 €	1.603.121,84 €	68%
X	0 €	0 €	0 €	0 €	0%
Z	2.238.589 €	1.670.854,95 €	322.003,23 €	245.730,82 €	89%

5 Risques et problèmes

En 2019, aucun risque ou problème majeur nouveau n'a été identifié par le programme. Toutefois, les modifications stratégiques à répétitions ont suscité des questionnements de la part des partenaires. Il a donc fallu rassurer régulièrement ces derniers sur les bonnes intentions d'Enabel. S'agissant des problèmes, les attermoissements et le manque de clarification des responsabilités des acteurs Enabel (Coordination Tshopo, EDUT et SPO chargé des subsides) dans la rédaction et l'attribution de 2 conventions de subsides (1 avec la FEC et l'autre avec PIDR & HPP), ont négativement impacté les activités d'insertion, sans compter la démotivation de l'ATI insertion. En effet, les principales actions prévues dans ces 2 CdS sont l'insertion des jeunes en milieu urbain (FEC) et rural (PIDR & HPP). La matrice de gestion des risques ci-dessous renseigne sur les différents risques et les mesures prises pour mitiger leur impact sur l'atteinte des résultats.

5.1 Risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
1. Instabilité des institutions en charge de l'ETFP aux niveaux national et provincial	01/10/2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Travailler avec les services déconcentrés	EDUT/Acteurs publics	Permanent	Collaboration plus orientée vers les services déconcentrés	En cours
						Travailler avec la société civile	EDUT/Société civile			
						Inclure les gestionnaires des réseaux conventionnés	EDUT/Société civile			
2. Lenteur des processus de marchés publics supérieurs à 25 000 euros, gérés par Kinshasa	01/07/2016	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Travailler en étroite collaboration avec la cellule MP de Kinshasa, y compris sur place à Kinshasa et impliquer l'ECT Infrastructures	EDUT/Service MP Kinshasa	Permanent	2 séances de travail à Kinshasa en mars et avril 2018, entre EDUT, Service MP, Bureau d'études Atcare & ECT Infrastructures	En cours
3. Non atteinte des résultats prévus dans le DTF, en raison d'une mise en œuvre sous contrainte budgétaire (2017, 2018)	01/06/2017	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Abandon des travaux au niveau institutionnel	EDUT	Permanent	Marchés publics annulés	Terminé
						Priorité accordée aux travaux de constructions des bâtiments techniques dans les Centres appuyés.	EDUT	Permanent	MP en cours d'exécution	En cours

						Concentration des activités de suivi-encadrement à Kisangani	EDUT	Permanent		
4. Appropriation insuffisante des acquis du programme par les partenaires	03/07/2018	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Travailler davantage avec les services déconcentrés du partenaire (IPP, PROVED, Sous-PROVED)	EDUT/Ministère EPSP	Permanent	Plusieurs activités conjointes : visites inspectoires, JPO, JPA, promotions scolaires, comités EPSP, etc.	En cours
						Formations techniques du personnel enseignant	EDUT/Écoles appuyées	Permanent	8 formations techniques des formateurs en 2019	
5. Fraude dans les processus d'achat à Kisangani et dans les antennes	01/10/2015	FIN	High	Low	Medium Risk	- Application stricte des procédures standard d'achat définies dans le Manuel de procédures Marchés Publics RD Congo, et référenciées dans le Manuel Spécifique. - Validation des engagements et des paiements selon le registre des signataires mandatés.	EDUT/RAFI	Permanent	- Les procédures standard d'achat sont respectées pour les marchés publics ; - Une vérification et un contrôle sont faits par les services admin/fin, pour toutes les dépenses (ateliers, caisse, missions, etc.).	En cours

5.2 Problèmes

Identification du problème			Analyse du problème			Traitement du problème			Suivi du problème	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
1. Turn-over important et faibles niveaux technique et pédagogique du personnel enseignant	01/01/2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Formations techniques et pédagogiques du personnel enseignant	Ministère et ATI EDUT	31-12-2020	8 formations techniques réalisées au profit des formateurs en 2019	En cours
						Suivi-encadrement et Coaching du personnel enseignant	Ministère et ATI EDUT	31-12-2020		En cours
2. Turn-over important et faibles compétences en gestion du personnel administratif	01/01/2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Formations et coaching du personnel administratif	Ministère et ATI EDUT	31-12-2020	Suivi-encadrement et coaching réalisé en 2019	En cours
3. Forte mobilité du personnel du ministère EPST et mauvaise gouvernance du sous-secteur ETFP	01/01/2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Information-sensibilisation, Formations, visites inspectoriales	Ministère	31-12-2020	Appui aux visites inspectoriales, sanctionné par une note de capitalisation.	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Avec les autres interventions Enabel Tshopo (PRODAT, PRODET, PLVS) et d'autres provinces de la RDC, EDUT a amélioré l'atteinte de ses résultats, notamment dans les domaines ci-après.

Amélioration des appuis dans le domaine agricole : synergie avec PRODAT et antenne d'Isangi

- Formation des formateurs sur la santé animale, en particulier les soins vétérinaires à apporter au porc : participation de 2 agronomes de PRODAT afin de partager leur expérience, mais surtout pour acquérir de nouvelles compétences afin d'appuyer le suivi des porcheries dans le territoire d'Isangi ;
- Appui de PRODAT dans l'achat local des aliments pour bétail dans le territoire d'Isangi ;
- Des stages en agriculture dans le bassin de production de Yalikandja-Yanonge a été organisé où les apprenants ont été sous la supervision de l'agronome d'Antenne PRODAT et le superviseur de l'Inspection Territoriale de l'Agriculture Pêche et Elevage (ITAPEL) ;
- Activités conjointes PRODAT-EDUT dans le cadre de la mise en œuvre des champs d'application (achat des semences, boutures et plantules) et d'un système d'irrigation dans les ITA, ainsi que le montage du dossier d'appel à proposition en vue d'une convention de subsides sur l'appui à l'agriculture ;
- Sur le plan de la pratique professionnelle, les formateurs et apprenants en agriculture ont participé à l'installation des champs-école-paysans et des parcelles de démonstration dans les villages voisins des ITA appuyés ;
- Appui logistique de l'antenne d'Isangi pour le suivi des activités, la communication avec les partenaires du territoire d'Isangi, l'organisation des missions et des formations ;
- Réunions conjointes avec d'autres PTF (CIFOR, projet FORETS, PNUD).

Amélioration des travaux de construction et de génie civil : synergie avec PRODET et EDUMOSU

- Suivi de 6 chantiers EDUT, avec l'appui de 3 DPO, 2 ingénieurs et les 2 responsables de PRODET, ainsi que l'ATI infrastructures EDU-MOSU ;
- Formation technique des enseignants en Topométrie et Cartographie avec l'appui de l'expert SIG et 1 DPO de PRODET ;
- Diagnostic des besoins et évaluations techniques des études commandées par EDUT et PRODET pour l'installation de kits solaires dans les écoles, radios communautaires et les antennes de coordination Enabel Tshopo ;
- Echanges d'informations sur l'environnement ;
- Appui de PRODET pour la mise en place d'un système d'irrigation à l'ITA Yanonge.

En perspective, EDUT et PRODET prévoient de travailler ensemble sur :

- Les formations modulaires en mécanique, électricité, menuiserie et construction ;
- Le stage des apprenants et
- Les chantier-écoles en construction navale, bâtiments et couture (production de gilets de sauvetage).

Contribution à la lutte contre les violences sexuelles et la prévention des IST & VIH/SIDA en milieu scolaire : synergie avec PLVS

- Finalisation des 2 volumes du module sur la lutte contre les violences sexuelles et la prévention des IST & VIH/SIDA en milieu scolaire (correction, production de la page de couverture/caricature, signature préface par le ministre EPST, sélection imprimeur) ;
- Formations conjointes à Kisangani et Isangi sur ce module, à l'intention des enseignants utilisateurs (42) et inspecteurs superviseurs.

Contribution à la gestion de l'environnement : synergie EDUT-PRODET-PRODAT

Dans le domaine de l'environnement :

- Participation des centres de formation, au côté des partenaires de PRODET et ceux de PRODAT, à la formation et à la vulgarisation des techniques de recyclage des déchets organiques par la fabrication des briquettes de combustion écologique (10 apprenantes) ;
- Les apprenantes finalistes en mécanique générale (4 apprenantes) encadrées par un de leurs formateurs, ont participé à la conception et à la fabrication des presses manuelles des briquettes à combustion écologique ;
- Fabrication et vulgarisation des foyers améliorés (foyers en céramique montés sur support métallique). Les apprenants et les enseignants de mécanique générale ont participé à cette activité au côté des forgerons appuyés par PRODET.

Promotion du numérique dans l'ETFP et de l'insertion : synergie avec EDUKAT, EDUKOR et EDU-MOSU

- Mise en place de bibliothèques virtuelles, avec Idea cubes, dans le cadre d'une CdS conjointe avec BSF ;
- Organisation et participation au Concours des métiers et au SMF à Lubumbashi, avec l'appui de World Skills Belgium (octobre) ;
- Participation au Hackathon-VET-Toolbox et journées sectorielles (en mai à Bruxelles), à l'Atelier de réflexion sur l'insertion professionnelle (en octobre à Kinshasa).

Ces différentes synergies et complémentarités ci-dessus, seront consolidées en 2020 et renforcées par d'autres opportunités qui sont déjà identifiées, à savoir :

EDUT-PRODAT :

- Formations modulaires en Agriculture et Elevage ;
- Insertion des jeunes (pisciculture, élevage) ;
- Reboisement avec les arbres utiles ;
- Champs d'application dans les écoles ;
- Les stages des apprenants.

EDUT-PRODET

- Formations modulaires en mécanique, électricité, menuiserie et construction
- Stages des apprenants
- Chantier-école en construction navale, bâtiment, couture (production des gilets de sauvetage).

EDUT-PRODET-PRODAT

- Aspect environnemental (production des briques écologiques, végétalisation des routes, recyclage des déchets) ;
- Suivi des infrastructures (études, suivi des travaux)
- Production des outillages
- Promotion de l'entrepreneuriat féminin
- Promotion de la chaîne de valeur

6.2 Avec les projets pour tiers

En 2019, EDUT n'a pas réalisé d'intervention pour le compte de tiers.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Partage d'informations avec CIFOR (projet FORETS) et PNUD :

Il s'agit surtout des réunions et du partage d'informations avec le projet FORETS/CIFOR et PNUD. Avec CIFOR, des axes de collaboration ont été identifiés et les réflexions continuent afin de mettre en place, très prochainement, une planification des activités de synergie et de complémentarité. Les thématiques ci-après ont été identifiées avec CIFOR :

- Environnement : éducation environnementale, reboisement avec des arbres utilitaires et installation de vergers scolaires ;
- Pratique professionnelle : amélioration de la qualité de production et transformation du bois d'œuvre dans la région de Yanonge ;
- Insertion professionnelle et entrepreneuriat des jeunes : production et vulgarisation des foyers améliorés, insertion de jeunes menuisiers.

Promotion de la coupe-couture et de l'agriculture : avec l'AF (Alliance française) de Kisangani et l'AFD (Agence Française de Développement) :

- AF : organisation conjointe de « Kisangani Fashion Week », avec la contribution d'EDUT en termes d'appui à des exposants de mode (LT Mapendano, lauréates insérées en couture, association ALCM).
- AFD : les échanges ont porté sur la collaboration future en matière d'appui aux ITA (formations, crédit agricole).

Renforcement de l'ITI Chololo : avec la Banque mondiale (BM) :

À l'instar d'EDUT/Enabel, la BM a livré des outillages et équipements à l'ITI Chololo. Il s'en est suivi des échanges (réunion et participation à un atelier) afin de rationaliser les appuis et envisager aussi l'adaptation des curricula à travers le projet PEQPESU.

Echanges d'expériences : avec VET-Toolbox. A la suite de cet événement en mai à Bruxelles, les échanges ont continué avec 2 participants (1 de France et 1 du Nigeria) afin d'arriver à une collaboration concrète, notamment sur l'inclusion à une formation de qualité aux jeunes en situation de handicap et l'organisation de Salon/concours des métiers.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

En vue de contribuer à l'atteinte des ODD, les actions entreprises par EDUT portaient sur les aspects suivants :

- **Prise de conscience de l'importance de la protection de l'environnement** par les populations scolaires, grâce à des séances de sensibilisation et la diffusion de posters sur ce sujet ;
- **Importance des végétaux dans la gestion des écosystèmes**, notamment par la mise en place de vergers dans 2 ITA (Yangambi et Yanonge) ;
- **Préservation de l'environnement lors des travaux de construction** (qui sont en cours dans 6 écoles), par le respect des normes environnementales précisées dans les DAO, l'obligation pour les entrepreneurs de planter 5 arbres pour chaque arbre abattu, l'évacuation quotidienne des déchets de chantier (cf. PV de réunions de démarrage des travaux) et la bonne gestion des produits chimiques (ex : peintures) ;
- **La réduction de la pression sur les forêts et l'émission de gaz à effets de serre**, en synergie avec PRODET, avec le recyclage des déchets organiques par la fabrication des briquettes de combustion écologique, et la préparation d'un marché relatif aux kits solaires.

7.2 Genre

Amélioration de l'accès des filles

Grâce à l'appui d'EDUT, surtout l'octroi de la bourse d'études à 821 filles en 2019, les effectifs des filles ont fortement augmenté (passant de 14% en 2015 à 20% en 2019), notamment dans les filières jadis considérées comme propres aux garçons (mécanique, construction, menuiserie, agriculture).

Ainsi, de 2016 à 2019, à l'ITI Chololo, le nombre de filles est passé de 34 à 267 ; ITA Yanonge de 111 à 226 ; ITA Yangambi, de 44 à 174 et au CPS Makiso, de 132 à 287. En collaboration avec les autres partenaires (en particulier le secteur privé), EDUT doit accompagner davantage l'accompagnement de ces filles vers l'insertion, surtout qu'elles commencent à s'imposer sans complexe dans des métiers auparavant réservés aux garçons comme la mécanique moto.

Mise en valeur du rôle de la femme dans l'ETFP et le développement socio-économique

Cette réalité a été réaffirmée lors de plusieurs événements ou campagnes d'information-sensibilisation, notamment :

- La célébration de la Journée Internationale de la Femme en interne (à Kisangani) et à l'externe (à Isangi) avec la « Vulgarisation des textes légaux sur le Genre et violences sexuelles » ;
- La campagne de sensibilisation sur l'importance de l'ETFP sans discrimination basée sur le genre, l'atelier d'évaluation des points focaux « Genre » au niveau des centres appuyés par EDUT dans le territoire d'Isangi ;
- La participation des couturières au « Kisangani Fashion Week ».

Contribution à la lutte contre les violences sexuelles, les IST et le VIH-SIDA

Dans ce cadre, plusieurs campagnes/réunions de sensibilisation sur le VIH/SIDA (plus Ebola) ont été menées dans les écoles et à la coordination Enabel Tshopo. De plus, les enseignants ont été formés sur le module de lutte contre les violences sexuelles, les IST et le VIH/SIDA en milieu scolaire ; ils ont aussi réalisé, lors de 2 ateliers séparés (1 à Kisangani et 1 à Isangi), la planification des matières du « Cours d'éducation à la vie familiale. Il y'a lieu de préciser que le module sur les violences sexuelles, les IST et le VIH/SIDA, a été élaboré sur la base du « Programme national d'éducation à la vie familiale », et sert donc de support pédagogique pour le « Cours d'éducation à la vie familiale ».

7.3 Digitalisation

Contribution à la réduction de la fracture numérique dans le cadre de la note D4D à moindre coût (« value for money »)

Cela concerne surtout la commande d'équipement informatique (ordinateurs portables et de bureau) auprès de « *Close the gap* » en Belgique, au profit de 5 centres appuyés (LT Mapendano, CS La Sagesse, CS Marie Reine de la Paix, ITI Chololo et ITA Simisimi). Cette commande d'environ 17 000€, sera complétée par du matériel complémentaire (logiciels, onduleurs, stabilisateurs, multiprises) et de l'équipement bureautique (imprimantes-photocopieurs, vidéoprojecteurs) qui seront payés localement. Tout ce matériel devrait servir à équiper les salles informatiques de ces centres bénéficiaires, avec 27 desktops et 5 laptops par centre.

Développement des compétences des apprenants, basé sur des technologies ICT

- Marché en cours d'exécution d'équipement bureautique pour les 5 centres ci-dessus cités ;
- Construction (en cours) de salles informatiques dans 3 centres (marché RDC1217911-15) ;
- Elaboration (en cours) d'un DAO pour la construction de 2 salles multimédia (ITI Chololo et ITA Simisimi) ;
- Mise en œuvre d'une convention de subsides avec BSF pour la mise en place de bibliothèques virtuelles, avec une première mission de diagnostic initial des besoins, réalisée en décembre 2019, et qui concerne 4 centres (ITI Chololo, Lycée Technique Mapendano, ITA Simisimi et CS La Sagesse).
-

7.4 Emplois décents

Dans le but de contribuer à « l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes », EDUT a continué sa stratégie d'« éducation inclusive », en appuyant 2 associations de femmes vivant avec handicap qui accompagnent des stagiaires, l'octroi des bourses aux apprenantes et l'insertion des lauréates en mécanique moto.



Une lauréate insérée en mécanique moto, à l'œuvre *Apprenantes de Coupe-couture au LT Mapendano*

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

L'engouement des filles et des parents pour l'ETFP

En effet, on note une augmentation significative des effectifs des filles dans les centres appuyés, notamment pour les raisons suivantes :

- L'allègement des charges scolaires par l'octroi de la « bourse d'études », débuté en 2016, avec prise en charge des primes des enseignants (généralement **50\$/fille/année scolaire**) dont le paiement à l'école, se fait en présence des parents avec argent directement remis à l'école ;
- La prise de conscience de l'importance de l'ETFP par les filles et des parents, avec des effets tangibles sur la communauté du fait que les filles assurent un appui-conseil à leurs parents (ex : en production agricole).

Le bon fonctionnement des AGR de Coupe-couture et des ateliers des associations appuyées, avec des effets positifs sur l'autofinancement des structures bénéficiaires concernées, ainsi que l'amélioration des cours pratiques et des stages. Ces derniers sont de plus en plus mieux organisés avec une augmentation sensible du nombre des stagiaires (1426 en 2018, contre 1783 en 2019).

8.2 Les défis

En matière de promotion du genre et l'engouement des filles pour l'ETFP

Bien qu'on observe un engouement certain des filles et des parents pour l'ETFP, des défis persistent quant à la durabilité/pérennisation de la bourse d'études aux filles et la prise d'initiatives propres par les bénéficiaires. En effet, plusieurs écoles ont tendance à compter uniquement sur les bourses comme frais de fonctionnement (politique de main tendue) et de penser que leurs centres ne peuvent plus fonctionner sans cet appui. La gratuité instaurée par l'état congolais depuis la rentrée 2019-2020, ne permet de prendre en charge que les frais scolaires (13 200FC/an à la Tshopo).

Par ailleurs, certains acteurs (ex : COPA, certains religieux du milieu) se plaignent de la gestion de ces bourses qui ne semble pas être assez transparente à leurs yeux ou parfois ils s'attendent à être bénéficiaires directs. Face aux risques fiduciaires liés au paiement de ces bourses avec du cash, EDUT doit aussi trouver une solution alternative, si la « bourse » est maintenue, comme la contractualisation d'une CdS avec un partenaire (Caritas, Sœurs, etc.) ou par système de Mobile money, si possible. Il faudrait également procéder à une identification des filles qui ont fini leurs études et les accompagner vers l'insertion. Le suivi-encadrement régulier va nécessiter une adaptation par rapport à la dégradation des routes et la réduction de l'équipe EDUT avec les différents départs (ATN, ATI et DPO).

En matière de gestion des AGR

Les porcheries ont été frappé par la peste porcine africaine qui est enzootique dans la province. Des mesures strictes de biosécurité doivent être observées afin de réussir de tels élevages dans un tel environnement. Les autres mesures sanitaires et alimentaires sont aussi valables. Et quelque soit la filière, les gestionnaires auront besoin d'un coaching et d'un suivi-encadrement régulier sur les aspects techniques et financiers, tandis que les apprenants doivent avoir plus d'accès aux AGR pour réaliser leurs cours pratiques et les projets d'établissement actualisés (avec des plans d'actions réalistes) et mis en œuvre.

Sur le plan des stages

Le **coût élevé de participation aux stages** (transport, hébergement, restauration, frais administratifs aux entreprises/5\$/stagiaire) est un défi pour la plupart des parents d'élèves. De plus, un bon suivi des stages n'est pas encore en place bien qu'il soit indispensable pour améliorer la qualité de ceux-ci. Il est donc important de mettre des CdS avec des partenaires comme la FEC afin d'appuyer sérieusement les stages et l'acquisition de compétences professionnelles par les stagiaires.

En matière d'insertion et de conventions de subsides

La remise de kits d'insertion aux jeunes ne garantit pas forcément une insertion professionnelle dans la durée. De plus, les jeunes lauréats ne sont pas assez compétitifs et n'offrent pas de nouveaux biens ou services. Des innovations et des niches doivent alors être explorées afin de créer des emplois décents et de la valeur ajoutée.

Les effectifs des lauréats insérés ont peu évolué et il est urgent d'inverser la tendance et d'atteindre des volumes importants en matière d'insertion, en particulier avec l'appui d'autres partenaires (FEC, PIDR, HPP, etc.). Les processus d'octroi des subsides aux partenaires pouvant permettre l'insertion d'un grand nombre des jeunes, n'ont pas abouti. Il s'avère nécessaire de :

- Clarifier davantage la chaîne de responsabilités internes (Enabel) dans ce processus et le faciliter à tous les niveaux ;

- Sensibiliser davantage les partenaires potentiels sur les CdS pour avoir plus de soumissions aux appels à proposition.

La mobilité sur l'axe d'intervention d'EDUT

Hormis la dégradation des routes, les montées des eaux du fleuve Congo et de la rivière Lomami en novembre et décembre, ont rendu difficile (voire impossible) l'accès aux centres de formation du territoire d'Isangi. La multimodalité (ex : voie fluviale) pourrait faire partie des solutions, tout comme l'affectation de certains collaborateurs dans certaines cités d'Isangi.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Encadrement de proximité par des DPO et note de capitalisation

En 2019, les DPO ont permis d'améliorer la gestion, la collecte des données, les cours pratiques dans les établissements et la communication entre EDUT et les partenaires.

Un document de capitalisation sur les activités d'appui à la gestion pédagogique, administrative et financière dans le cadre des visites inspectores, réalisées conjointement par les inspecteurs, les DPO et l'Expert pédagogue du programme, a été produit et sera diffusé en début 2020.

Processus de vulgarisation du module sur les violences sexuelles, IST et VIH-SIDA

Le module, réalisé conjointement avec le PLVS, a été finalisé en 2019 et a fait l'objet de formations et de planification des matières. Il sera donc testé en 2020, évalué et validé par la suite.

Sondage sur l'évolution des effectifs des apprenants

Sur la base des statistiques qui montraient une diminution des effectifs globaux de 2015 à 2019 et une augmentation des effectifs des filles, une enquête a été menée, sous la supervision du responsable S/E. Les résultats indiquent que la stratégie « bourses » justifie l'augmentation, tandis que le coût des études et la préférence pour les écoles privées expliquent la diminution globale des effectifs.

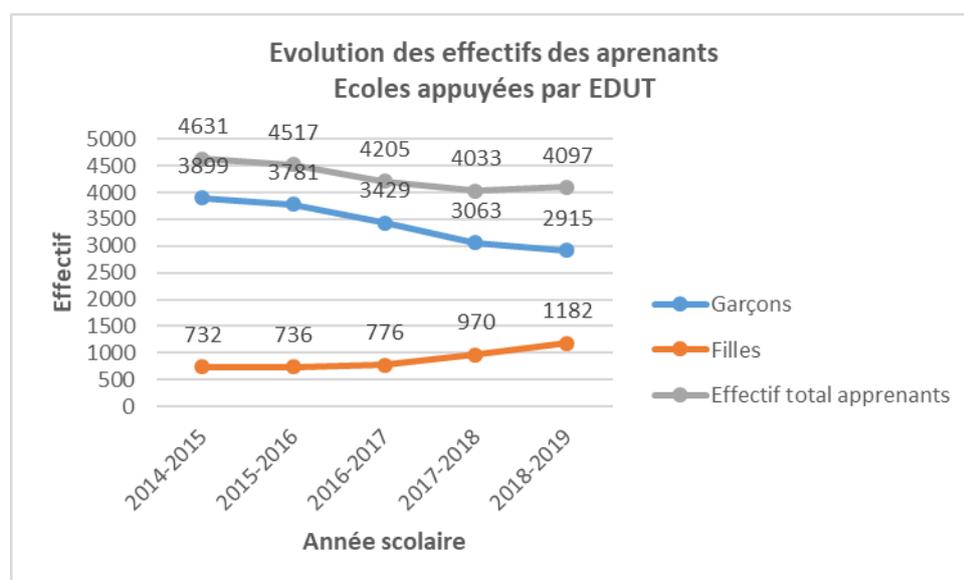


Figure 1 : Evolution des effectifs des apprenants de 2015 à 2019

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Description de l'enseignement tiré.	Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique...).
<p>Dans le cadre de l'insertion, les UFE des établissements sont appuyés mais elles ne renseignent pas régulièrement sur leurs activités et la progression des résultats.</p> <p>Il est important que les appuis (communication, fourniture des bureaux) aux UFE soient liés à l'obligation de résultats et à un rapportage systématique.</p>	UFE
Les formations basiques sur les métiers identifiés ne garantissent pas un emploi durable aux jeunes car elles n'offrent pas trop de compétitivité. La mise en place des modules de formations spécialisées serait une solution.	Centres de formations et les lauréats
<p>L'expérience de mentorat dans le cadre de concours des métiers a démontré que les apprentissages sur les lieux de production permettent d'écourter la durée des apprentissages et d'améliorer la qualité.</p> <p>Il faut donc expérimenter des formations modulaires de type dual dans les centres de formations qui présentent une flexibilité structurelle, renforcer le partenariat entre acteurs de l'ETFP, impliquer davantage les professionnels des métiers dans les formations pratiques et enrichir les contenus des cours pratiques et d'entrepreneuriat avec des supports pédagogiques comme les modules et les tutoriels.</p>	Inspections Principales Provinciales, Centres de formation et Artisans
Les visites inspectores intensifiées et conjointes ont amélioré la qualité de la gestion dans les centres de formation appuyés. Les inspecteurs doivent continuer avec cette activité sans l'appui du programme EDUT.	Inspections Principales Provinciales Tshopo 1 et 2
<p>L'affectation des DPO dans la zone d'intervention au plus près des bénéficiaires a facilité la mise en œuvre : le suivi de la gestion des établissements de formation, l'encadrement technique et pédagogique des formateurs et le suivi rapproché des jeunes insérés professionnellement.</p> <p>Avec la suppression des contrats des DPO, une solution doit être envisagée pour consolider ces acquis.</p>	Instances de décision Enabel

<p>En termes d'orientations stratégiques (RH, nombre des centres à appuyer, approche méthodologique de mise en œuvre des activités, prévisions budgétaires), les modifications intempestives en cours d'exercice affectent les planifications (en lien avec les résultats), voire la réputation d'Enabel et le crédit de l'équipe EDUT vis-à-vis des partenaires. Une approche plus participative serait souhaitée.</p>	<p>Instances de décision Enabel</p>
---	-------------------------------------

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Appui plus concentré sur 10 centres (au lieu des 21 de 2018)

La stratégie proposée en 2018 consistait à concentrer les efforts sur un nombre réduit de centres de formation (10), éviter le saupoudrage et atteindre au plus vite des résultats tangibles. En 2019, le programme s'est effectivement concentré sur 10 centres tandis que les 11 autres étaient appuyés uniquement dans le soft (formations, bourses filles, documentations, encadrement sporadique) et les AGR pour boucler le premier cycle de production. A partir de janvier 2020, seuls les 10 centres prioritaires seront appuyés (CS La Sagesse, C.S. Marie Reine de la Paix, CPS Makiso, ITA Bosembo, ITA Simisimi, ITA Yangambi, ITA Yanonge, ITI Chololo, ITP Mogoya, LT Mapendano).

Renforcement et optimisation des RH par des DPO

Afin de maximiser l'encadrement de proximité, 7 DPO ont été affectés au programme, dont 3 à Kisangani et 4 dans le territoire d'Isangi. Toutefois, il a été mis fin à leurs contrats en fin décembre 2019.

Modifications budgétaires

Il s'agit surtout de la réaffectation budgétaire d'un million €, vers le programme EDUKAT (RDC1216911). Cette décision était pertinente, dans une vision de portefeuille pays, et au regard du taux d'exécution cumulé en fin 2018 (48%) pour EDUT, et pour répondre aux besoins urgents de consolidation des résultats en faveur du programme EDUKAT. L'impact opérationnel du budget minoré d'un million, reste limité car les grands investissements notamment en matière d'infrastructures (MP15) ont été revus à la baisse depuis 2018.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
1. Demander une prolongation de la convention spécifique (CS) jusqu'à avril 2021	27/02/2019	PV SMCL 06
2. Rationaliser les ressources humaines, en cas d'une prolongation ultérieure, si nécessaire.	27/02/2019	PV SMCL 06

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
1. Demander la prolongation CS : <ul style="list-style-type: none"> - Produire des documents supports (Note stratégique, Planning opérationnel 2020, Planning financier 2020, Modifications budgétaires, MSE actualisée) et recommander la prolongation de la CS. - Appuyer le processus de prolongation de la CS (élaborer planning janv.2020-31 mars 2021, actualiser MSE, avenant éventuel au DTF, ...) et suivi du dossier. 	ATI EDUT & Coordonnateur provincial, ECT, ResRep	15/11/2019	La CS est prolongée jusqu'au 04/07/2021 (cf. Echange de lettres du 17/10/2019)	Réalisé
2. Rationaliser les RH : Déterminer, de façon rationnelle, les RH nécessaires à l'atteinte des résultats, sur la base des tâches à exécuter et la couverture de la zone d'intervention.	ATI EDUT	31/12/2019	Pour le programme de transition 2020-2022, un DTF additionnel est en cours d'élaboration et il prendra en compte cette recommandation.	En cours

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

1) Pilotage, gouvernance & gestion

- Renforcer le pilotage et la gestion du système ETFP via une CdS avec les partenaires (PROVED, IPP, Ecoles) pour la mise en œuvre des visites inspectorales, le renforcement des capacités des gestionnaires et enseignants, la numérisation de la gestion de l'ETFP ET les formations duales.
- Mise en œuvre d'une concertation avec approche développement local.

2) Accès et qualité

- Expérimenter et organiser des formations duales et modulaires au niveau des établissements ;
- Impliquer davantage les professionnels des métiers dans les formations pratiques ;
- Enrichir les contenus des cours techniques, pratiques et d'entrepreneuriat dans les ETFP (supports pédagogiques comme les modules).

3) Insertion et développement local/territorial

- Travailler avec le secteur privé dans la mise en place des incubateurs d'entreprises en tenant compte du développement local/territorial ;
- Appuyer les établissements et le secteur privé dans la mise en place d'un système de leasing ;
- Contractualiser des CdS dans la filière agriculture pour l'insertion des jeunes en auto-emploi et avec la FEC pour l'insertion des jeunes dans d'autres filières que l'agriculture ;
- Travailler avec l'ONEM, la FEC et les autres structures de placement pour l'emploi salarié et le stage professionnel des jeunes ;
- Mettre en œuvre un résultat commun à toutes les interventions Enabel Tshopo dans le cadre de l'approche développement local/territorial.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Description des recommandations	L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année suivant celle du rapportage
Demander une prolongation de la CS jusqu'au 04/07/2023 (DTF additionnel, échange de lettres)	ATI EDUT, ECT, ResRep	Q1
Demander une modification budgétaire	ATI EDUT, RAFI	Q1
Demander un budget supplémentaire	ATI EDUT, ECT, ResRep	Q1
Elaborer et mettre en œuvre des Conventions de subsides structurantes avec des opérateurs favorisant l'insertion professionnelle	ATI EDUT, ECT, FEC	Q1-Q2
Numériser la gestion scolaire (D4D)	ATI EDUT, ECT	Q4
Mettre en œuvre le résultat commun aux interventions Enabel Tshopo, basé sur l'approche développement local/territorial	ATI EDUT, Coordination provinciale	Q1
Expérimenter des formations duales et modulaires	ATI EDUT, Ministère EPST	Q2

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
X	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
				X	
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

La matrice de suivi-évaluation a été actualisée en janvier 2019.

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (éventuellement, ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 : <input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement ou facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	04/2017 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	10/2020 (estimation)
Missions de <i>backstopping</i> depuis le 01/01/2012	Décembre 2015

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Étiquettes de lignes	Budget A	Budget B	Total Budget	Requisitions	Purchase orders	GRN + Reg. Invoices	Total commitments	Actuels	Available
RDC1217911	10 000 000,00	-1 000 000,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 781 331,22	2 218 668,78
RDC1217911_A	7 876 500,00	-1 115 089,00	6 761 411,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 788 473,03	1 972 937,97
RDC1217911_A01	1 705 900,00	0,00	1 705 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 336 083,87	369 816,13
RDC1217911_A0101	130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 320,82	29 679,08
RDC1217911_A0102	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 101,36	-4 101,36
RDC1217911_A0103	1 365 900,00	0,00	1 365 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 021 661,59	344 238,41
RDC1217911_A02	6 170 600,00	-1 115 089,00	5 055 511,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 452 389,16	1 603 121,84
RDC1217911_A0201	1 146 100,00	0,00	1 146 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178 867,71	-32 767,71
RDC1217911_A0202	612 540,00	0,00	612 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 526,55	-2 986,55
RDC1217911_A0203	669 000,00	0,00	669 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422 208,38	246 791,62
RDC1217911_A0204	245 000,00	0,00	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 326,42	16 673,58
RDC1217911_A0205	200 000,00	-176 787,00	23 213,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 216,95	-3,95
RDC1217911_A0206	3 297 960,00	-938 302,00	2 359 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	984 243,15	1 375 414,85
RDC1217911_B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	-0,01
RDC1217911_X	456 310,00	-456 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RDC1217911_X01	456 310,00	-456 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RDC1217911_Z	1 667 190,00	571 399,00	2 238 589,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 992 858,18	245 730,82
RDC1217911_Z01	813 100,00	525 404,00	1 338 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 237 139,15	101 455,85
RDC1217911_Z0101	480 000,00	433 106,00	913 106,00	0,00	0,00	0,00	0,00	728 205,72	184 900,28
RDC1217911_Z0102	225 390,00	168 930,00	394 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 918,43	-47 598,43
RDC1217911_Z0103	46 000,00	13 868,00	59 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 919,94	-3 051,94
RDC1217911_Z0104	91 800,00	-90 500,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 094,06	-2 794,06
RDC1217911_Z02	242 500,00	11 458,00	253 958,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 518,35	18 439,65
RDC1217911_Z0201	90 000,00	-2 500,00	87 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 345,64	154,36
RDC1217911_Z0202	33 500,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 432,99	67,01
RDC1217911_Z0203	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 520,10	-1 520,10
RDC1217911_Z0204	64 000,00	13 958,00	77 958,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 219,62	19 738,38
RDC1217911_Z03	401 500,00	84 537,00	486 037,00	0,00	0,00	0,00	0,00	438 092,24	47 944,76
RDC1217911_Z0301	30 000,00	-15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 575,36	-575,36
RDC1217911_Z0302	64 000,00	29 779,00	93 779,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 521,37	19 257,63
RDC1217911_Z0303	50 000,00	39 309,00	89 309,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 527,41	2 781,59
RDC1217911_Z0304	35 000,00	42 107,00	77 107,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 587,43	519,57
RDC1217911_Z0305	25 000,00	6 340,00	31 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 581,99	2 758,01
RDC1217911_Z0306	50 000,00	20 140,00	70 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 518,50	10 621,50
RDC1217911_Z0307	18 000,00	1 862,00	19 862,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 144,04	-1 282,04
RDC1217911_Z0308	14 500,00	0,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 655,38	3 844,62
RDC1217911_Z0309	75 000,00	-25 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 205,47	4 794,53
RDC1217911_Z0310	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55,91	-55,91
RDC1217911_Z0312	40 000,00	-15 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 719,38	5 280,62
RDC1217911_Z04	210 000,00	-50 000,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 150,87	85 849,13
RDC1217911_Z0401	100 000,00	-20 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 486,31	39 513,69
RDC1217911_Z0402	80 000,00	-15 000,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 786,99	54 213,01
RDC1217911_Z0403	50 000,00	-15 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 877,57	12 122,43
RDC1217911_Z99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 958,57	-7 958,57
RDC1217911_Z9998	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 958,57	-7 958,57
Total général	10 000 000,00	-1 000 000,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 781 331,22	2 218 668,78

Rolando QUISPE
RAFI

10.6 Ressources en termes de communication

La communication axée sur les résultats de développement et la visibilité d'Enabel, commence à changer positivement les mentalités quant à la perception de l'ETFP et l'engagement des filles dans les filières techniques autres que la coupe-couture. Elle s'est bâtie sur les aspects suivants :

- Campagne médiatique sur l'orientation scolaire et professionnelle ;
- Information-sensibilisation des écoles ciblées et de la communauté sur l'importance de l'ETFP ;

- Reportage via radios et télévision de la participation des jeunes de la province de la Tshopo au Concours des métiers ;
- Diffusion radio et télévision de l'orientation scolaire et de l'importance de l'ETFP
- Reportage radio et télévision des jeunes sur l'insertion professionnelle en Mécanique moto, la réunion du Comité de pilotage au 1er Trimestre 2019, « Kisangani Fashion Week » ;
- Production et diffusion du dépliant actualisé d'EDUT avec les résultats atteints ;
- Production et diffusion des posters sur les réalisations d'EDUT ;
- Production et diffusion de panneaux au niveau des centres et insérés appuyés ;
- Production du document de capitalisation sur les visites Inspectorales, l'organisation du renforcement des capacités pédagogiques des enseignants/formateurs et des gestionnaires des écoles ETFP ciblées ;
- Reportage radio et télévision sur les JPO ;
- Rapport d'études sur l'évolution des effectifs des apprenants dans les centres appuyés ;
- Production de 2 articles publiés par des journaux de Kinshasa ;
- Collecte de différents témoignages ;
- Préparation et attribution d'un marché pour la réalisation d'un film documentaire pour EDUT.



Construction en cours au CS Marie Reine de la Paix (1 salle informatique, 1 atelier « Maçonnerie »)



Réhabilitation en cours à l'ITI Chololo (ateliers « Mécanique » et « Menuiserie, toilettes filles et garçons »)



Le ministre EPSP Tshopo et le Représentant résident, en visite au CS Marie Reine de la Paix